

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 26 JUIN 2019**

JP/VA

**OBJET : 2.3.4. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – FONCIER – CONVENTION OCCUPATION DOMAINE SYNDICAL – SDE07**

L'an deux mille dix-neuf, le vingt-six du mois de juin à quinze heures trente minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Étaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat  
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat  
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,  
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,  
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Étaient excusés :

M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI

**OBJET : 2.3.4. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – FONCIER – CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE SYNDICAL – SDE07**

**(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).**

Le Syndicat Départemental d'Energies de l'Ardèche (SDE 07) est composé de toutes les communes du département de l'Ardèche. Il déploie en particulier les réseaux électriques et s'occupe de leur renforcement et de leur fiabilisation. Afin de développer ce réseau électrique sur son territoire, le SDE 07 s'est rapproché du SEBA pour obtenir une autorisation d'occupation de son domaine syndical, comprenant notamment la plateforme de l'ancienne voie ferrée, propriété du SEBA.

Pour ce faire, il est proposé au bureau syndical de signer avec le SDE07 une convention d'autorisation d'occupation du domaine syndical pour l'installation d'équipements électriques. Cette convention a pour objet de déterminer les conditions techniques, administratives et financières auxquelles est subordonnée l'autorisation d'occupation du domaine du SEBA dans le cadre de l'établissement et l'exploitation du réseau électrique déployé par le SDE 07 et ses concessionnaires.

Il est proposé d'établir la convention d'autorisation d'occupation du domaine syndical à titre gracieux, conformément à l'article L2125-1-1 du CG3P et aux conditions suivantes :

- Le SEBA et le SDE 07 sont les seuls signataires,
- Une fiche technique avec plans et photos sera transmise par le SDE 07 pour chaque opération et donnera lieu à validation individuelle par le SEBA.

La proposition de convention est jointe en annexe.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical décide, à l'unanimité des membres présents, de :

- **METTRE** en place une convention entre le SDE 07 et le SEBA,
- **ACCORDER** au syndicat départemental d'énergies de l'Ardèche l'autorisation d'occupation du domaine syndical du SEBA pour le déploiement et l'implantation de ses réseaux électriques,
- **ACCORDER** cette autorisation à titre gracieux (art. L2125-1-1 du CG3P),
- **AUTORISER** le président à signer ladite convention et à mener toutes les démarches nécessaires à la concrétisation de ce dossier.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL

## **CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE SYNDICAL POUR L'INSTALLATION D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES**

Entre les soussignés :

- **Le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche (S.E.B.A.)**, dont le siège est fixé à Les Vergnades 07110 Largentière, représenté par son président en exercice, M. Jean PASCAL, dûment autorisé aux présentes par délibération du bureau syndical en date du 26 juin 2019, ci-après désigné « le Propriétaire » ou « le S.E.B.A. »,
- **Le Syndicat Départemental d'Energies de l'Ardèche « SDE 07 »** dont le siège est fixé 283, Chemin d'Argevillières 07000 PRIVAS, représenté par M. Patrick COUDENE en sa qualité de président, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du bureau syndical en date du ....., ci-après désigné « l'Occupant » ou le « SDE 07 ».

### **IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :**

Le Syndicat Départemental d'Energies de l'Ardèche « SDE 07 » est composé aujourd'hui de toutes les communes sises sur le département de l'Ardèche. Il déploie, en particulier, les réseaux électriques et s'occupe de leur renforcement, fiabilisation. Le SDE 07 est maître d'ouvrage et demeure l'interlocuteur unique pour le propriétaire. Les entreprises travaillant pour le compte du SDE 07 devront se conformer à la présente convention.

Afin de développer le réseau électrique, l'Occupant s'est rapproché du Propriétaire en vue de demander une autorisation d'occupation du domaine syndical du S.E.B.A.

En effet, le S.E.B.A. est propriétaire de parcelles relevant de son domaine syndical, la présente convention porte sur l'ensemble du domaine public et privé du S.E.B.A. implanté – entre autres - sur l'ancien domaine ferroviaire dit « de l'Etoile de Vogüe ».

### **CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

#### **Article 1. Objet de la convention.**

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions techniques, administratives et financières auxquelles est subordonnée l'autorisation d'occupation du domaine du S.E.B.A. dans le cadre de l'établissement et l'exploitation du réseau électrique du Syndicat Départemental d'Energies de l'Ardèche.

#### **Article 2. Désignation des installations.**

Les emplacements occupés désignent des linéaires et surfaces mises à disposition de l'Occupant par le Propriétaire. Les équipements mis en place seront détaillés dans la fiche individualisée de chaque projet.

### **Article 3. Conditions d'occupation.**

Le Propriétaire, après avoir pris connaissance de la nature des équipements définis dans chaque fiche-projet, autorise le SDE 07 à disposer des emplacements nécessaires au passage en tranchée des fourreaux et à la pose de chambres, la pose de poteaux et de traversées en aérien, tels qu'indiqués sur les plans et schémas détaillés dans les fiches-projets.

Les fiches-projets détaillées du réseau électrique seront soumises par le SDE 07 au Propriétaire pour validation, avant chaque implantation. Le Propriétaire disposera d'un délai de deux semaines pour donner son accord express sur la conformité technique du projet avec les termes de la présente convention, et notamment son article 5. La réalisation des travaux ne pourra commencer qu'après cet accord express, la fiche-projet valant alors annexe à la présente convention.

Les pièces à fournir dans la fiche-projet sont à minima :

- Un plan de localisation au 1/25000<sup>ème</sup>
- Une photo aérienne du projet avec visualisation des parcelles cadastrales
- Un code couleur différent pour l'existant et le nouveau
- Des photos avec report des travaux envisagés
- Un descriptif technique des travaux envisagés
- Les nom, prénom et coordonnées de la personne responsable du projet à contacter.

Tout point d'interrogation particulier rendra obligatoire une visite sur le terrain avec un agent du S.E.B.A.

Tout passage à proximité, sur ou sous les viaducs sont des points particuliers qui nécessitent une validation particulière du S.E.B.A.

Par ailleurs, le Propriétaire fournira l'ensemble des servitudes de passage nécessaires à l'intervention de l'Occupant, ainsi qu'à toute personne mandatée par lui, dans le respect des autorisations requises pour l'exercice de l'activité de l'occupant.

### **Article 4. Dispositions préalables à l'exécution des travaux.**

Il sera procédé à un état des lieux contradictoire avant le commencement des travaux.

L'implantation des ouvrages sera réalisée en présence du représentant du Propriétaire. En cas de travaux à proximité du réseau ossature, la présence sur place d'un technicien du SEBA tranchée ouverte sera requise.

L'Occupant s'engage d'autre part à prendre toutes mesures utiles pour que le personnel exécutant les travaux, y compris celui des entreprises travaillant pour son compte et celui des sous-traitants, ait parfaite connaissance des prescriptions contenues dans la présente convention.

### **Article 5. Modalités d'exécution des travaux.**

Les travaux seront réalisés conformément à la fiche-projet et, le cas échéant, à toutes autres pièces également fournies, notamment :

- Plans de situation des ouvrages,
- Plans type des ouvrages,
- Coupes de passage sous tunnels,

- Coupes de passage sur viaducs.

Tout opérateur devra se prémunir et protéger les conduites d'eau potable existantes et futures contre les « courants vagabonds » que ses installations pourraient engendrer.

En outre, les travaux devront être réalisés conformément aux conditions imposées par le Propriétaire et notamment (les prescriptions peuvent être cumulatives) en ce qui concerne l'ancien domaine ferroviaire dit « de l'Etoile de Vogüé » :

**Cas de pose d'un réseau enterré en parallèle à l'ancienne voie ferrée :**

La fouille sera effectuée en technique traditionnelle déblai-remblai sur une largeur de 0.50 mètre. L'ouvrage sera déporté au maximum de l'axe de l'ancienne voie ferrée, en limite de propriété du S.E.B.A. afin de respecter la plate forme disponible pour l'exercice des compétences du S.E.B.A. En particulier, aucune implantation d'infrastructure n'est autorisée en implantation supérieure à la conduite ossature d'eau potable du S.E.B.A.

Une distance minimale de 2,50 mètres de part et d'autre de la conduite ossature est exigée. Les 2,50 mètres s'entendent à partir du diamètre extérieur du tuyau (et non de son axe). Si aucun réseau ossature n'existe, une distance de 3,00 mètres de part et d'autre de l'axe de la plateforme est exigée.

**Cas de pose d'un réseau enterré en traversée avec ouvrage ossature du S.E.B.A. présent :**

La fouille sera effectuée en technique traditionnelle déblai-remblai sur une largeur de 0.50 mètre. Aucune implantation d'infrastructure n'est autorisée en implantation supérieure à la conduite ossature d'eau potable du S.E.B.A. A l'endroit du croisement entre la conduite d'eau et le réseau électrique, une distance minimale de 0,50 mètre entre la génératrice inférieure du réseau du S.E.B.A. et la génératrice supérieure du réseau sera respectée.

**Cas de pose d'un réseau enterré en traversée sans ouvrage ossature du S.E.B.A. :**

La fouille sera effectuée en technique traditionnelle déblai-remblai sur une largeur de 0.50 mètre avec une charge de 1.80 mètre au-dessus de la génératrice supérieure du fourreau.

**Cas de pose de poteau (ou pylône) sur le domaine foncier du SEBA non cessible avec ouvrage ossature du SEBA présent :**

Les poteaux doivent être implantés au minimum à 2,50 mètres de part et d'autre de la conduite ossature (y compris les fondations nécessaires). Les 2,50 mètres s'entendent à partir du diamètre extérieur du tuyau (et non de son axe).

Il est strictement interdit toutes implantations dans les fossés ou ouvrages de pluvial. Tous les obstacles ou les travaux empêchant le bon écoulement du pluvial sont proscrits.

**Cas de pose de poteau (ou pylône) sur le domaine foncier du SEBA non cessible sans ouvrage ossature du SEBA présent :**

Les poteaux doivent être implantés au minimum à 3,00 mètres de part et d'autre de l'axe de la plateforme (y compris les fondations nécessaires).

Il est strictement interdit toutes implantations dans les fossés ou ouvrages de pluvial. Tous les obstacles ou les travaux empêchant le bon écoulement du pluvial sont proscrits.

**Cas de pose de ligne aérienne en traversée sur le domaine foncier du SEBA non cessible, avec ouvrage ossature du SEBA présent ou non :**

Toute pose de ligne aérienne en traversée de la plateforme de la voie doit se tenir au minimum à 6,00 mètres de hauteur par rapport au terrain naturel de l'axe de la plateforme et sur la largeur de la plateforme. De plus, il doit être maintenu 4,00 mètres de hauteur par rapport au terrain naturel des talus.

**Cas de pose de ligne aérienne en parallèle avec poteau (ou pylône) de la plateforme sur le domaine foncier du SEBA non cessible, avec ouvrage ossature du SEBA présent ou non :**



Toute pose de ligne aérienne en parallèle de la plateforme de la voie doit se tenir au minimum à 4,00 mètres de hauteur par rapport au terrain naturel de la plateforme (si la distance entre l'axe de la plateforme et l'aplomb de la ligne est comprise entre 3,00 et 5,00 mètres) et 4,00 mètres de hauteur par rapport au terrain naturel du talus.

Si un chemin ou un accès à la plateforme existe sur le trajet de pose de la ligne aérienne, la pose de la ligne aérienne pour ce passage particulier doit se tenir au minimum à 6,00 mètres de hauteur par rapport au terrain naturel du passage.

**Cas particulier de la liaison entre un réseau existant souterrain et un réseau aérien :**

Toutes les prescriptions de pose du réseau enterré s'appliquent. La liaison entre le réseau souterrain et aérien se fera au pied du pylône existant ou à créer (dans les cadre des prescriptions techniques d'implantation des pylônes).

Le SDE 07 s'engage à avertir le Propriétaire de la date de commencement des travaux huit jours avant leur démarrage, et de leur date d'achèvement huit jours après la fin des travaux.

Les dispositions de détail qui auront été arrêtées en commun devront être respectées lors de l'exécution des travaux.

Le SDE 07 devra respecter les réseaux déjà présents dans l'emprise de la propriété du S.E.B.A., qu'il s'agisse de ceux du S.E.B.A. ou de ceux détenteurs d'un titre légitime d'autorisation d'occupation à usage public ou privé délivrés par le S.E.B.A.

En matière de sécurité, l'ouvrage devra satisfaire aux prescriptions des textes réglementaires en vigueur.

**Article 6. Exploitation, entretien, renouvellement et modification ultérieure de l'ouvrage.**

Considérant que le Propriétaire conserve toutes possibilités d'intervenir sur sa propriété, d'y établir tous réseaux et ouvrages techniques pour son propre compte et pour celui de ses communes membres, le SDE 07 s'engage :

- à avertir le Propriétaire de toute intervention programmée d'exploitation et d'entretien quinze jours à l'avance. Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le SDE 07 est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer sans délai le Propriétaire ;
- à solliciter l'autorisation de modifications et de déplacements de ses ouvrages à son initiative trois mois à l'avance ;
- en cas de non respect des modalités des articles 3 et 5 lors de l'établissement ou de l'extension du réseau, à prendre à sa charge, tant du côté technique que financier, toutes modifications ou déplacements des ouvrages de l'Occupant qui occasionneraient une gêne pour l'établissement ou l'extension de nouveaux réseaux ou ouvrages du S.E.B.A. ;
- à n'exercer aucun recours pour quelque raison que ce soit à l'encontre du Propriétaire ;
- en cas d'incident dont la cause est imputable à l'Occupant, à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour assurer la continuité et le rétablissement des services publics du S.E.B.A.

Pour chaque tronçon de l'infrastructure, le SDE 07 devra fournir les plans de récolement des différentes infrastructures au Propriétaire. Ces informations seront fournies à la fin du déploiement, puis sur demande après un délai de six mois. Elles seront fournies dans un délai maximum d'un mois, sous forme de données géolocalisées pouvant être reprises dans des systèmes d'informations géographiques et suivant un format largement répandu.

## **Article 7 Résiliation.**

### **7.1 - Résiliation de plein droit**

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par le Propriétaire si le SDE 07 ne respecte pas une quelconque de ses obligations contractuelles. En cas de non-respect des obligations conventionnelles, le SDE 07 sera destinataire d'une mise en demeure délivrée par lettre recommandée avec accusé de réception.

A défaut de réponse dans un délai d'un mois suivant cette mise en demeure, la résiliation de la présente convention pourra être constatée et notifiée par le Propriétaire à l'Occupant, par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle prendra effet un mois après la date de réception de cette seconde lettre recommandée par l'Occupant.

### **7.2 - Résiliation par le SDE 07**

En cas de survenance de toutes raisons techniques impératives (notamment changement de l'architecture du réseau, évolution technologique du réseau), le SDE 07 pourra résilier en tout ou partie la présente convention. Cette résiliation sera notifiée au S.E.B.A. par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle prendra effet un mois après la date de réception de la lettre recommandée par le Propriétaire.

Dans toutes ces hypothèses, aucune indemnité ne sera due de part et d'autre.

## **Article 8. Dispositions financières.**

En contrepartie de la mise à disposition des emplacements mentionnés à l'article 3, la présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit, en vertu de l'article L2125-1-1° du code général de la propriété des personnes publiques. Ceci n'est pas exhaustif des redevances qui pourraient être appelées au concessionnaire du SDE07 sur les bases fixées par décret.

## **Article 9. Durée – modifications de la convention.**

La présente convention entrera en vigueur, après sa transmission au contrôle de légalité, à la date de notification de la convention au SDE 07 par le S.E.B.A.

Elle restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2035.

Les parties conviennent de se réunir au moins un an avant son terme en vue d'assurer la continuité du service public dans les meilleures conditions.

## **Article 10. Caractère personnel.**

La présente convention concerne une autorisation donnée à titre personnel et non cessible.

Fait en trois exemplaires originaux, à Largentière le ,

Le Président du S.E.B.A.,

Jean PASCAL

Le Président du SDE 07

Patrick COUDENE